

d'Israël. La démarche des résidents des territoires occupés est à l'opposé : leur préoccupation première est de se dégager de la domination israélienne, quitte pour cela à remettre à plus tard l'objectif — plus large et hypothétique — qui consiste à « libérer toute la Palestine ».

L'OLP, en 1974, semblait avoir souscrit partiellement à cette approche assouplie, en appelant à l'établissement d'une « *entité palestinienne indépendante sur toute parcelle de territoire libérée de la domination israélienne* ». Mais les dirigeants de l'OLP eux-mêmes laissaient planer une certaine ambiguïté à ce sujet. Ils reconnaissaient en privé qu'ils réclamaient l'établissement d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, aux côtés de l'État d'Israël ; plus particulièrement, les un million deux cent mille Palestiniens de Cisjordanie et Gaza durent continuer à subir l'autorité israélienne sans qu'aucun espoir de voir disparaître les humiliations de l'occupation ne vienne atténuer ce sombre tableau. Il n'était donc pas surprenant de voir les hommes politiques palestiniens bénéficiant d'un solide appui dans les territoires occupés, comme par exemple, les maires déposés Mohammed Milhem et Fahd Qawasmeh manifester une impatience croissante.

L'argumentation des Palestiniens des territoires occupés paraît pour le moment l'avoir emporté. En appelant à la réunion du CNP à Amman, Arafat a prouvé qu'il était déterminé à agir à l'encontre des vœux exprès de la Syrie et de ses protégés palestiniens. Certains modérés ont toutefois été déçus par la fin de non-recevoir que le CNP a opposée à l'appel du roi Hussein, invitant l'OLP à reconnaître la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU. Encore que l'élection de MM. Milhem et Qawasmeh au comité exécutif de l'OLP soit venue confirmer l'engagement du Conseil à promouvoir la cause des Palestiniens résidant [dans les territoires occupés].

Par ces démarches, M. Arafat a encouru un risque personnel et politique considérable. La Syrie ne se laisse pas facilement bafouer, et l'électorat palestinien d'Arafat

ne lui permettra pas de continuer à défier Damas, à moins qu'il n'arrive à obtenir des acquis politiques concrets. Pourtant, le dirigeant palestinien a réussi à ménager une opportunité palestinienne qu'Israël et les États-Unis feraient bien d'explorer.

Une telle exploration pourrait relancer le plan de paix du président Reagan rendu public en 1982. On pourrait peut-être voir reprendre les négociations sur l'autonomie prévues par les accords de Camp David, ou bien s'ouvrir une voie entièrement nouvelle vers la paix.

On ne peut jurer de rien ; deux faits semblent toutefois acquis. Israël et les États-Unis doivent reconnaître que M. Arafat est toujours le dirigeant le mieux à même de fournir une solution politique au problème palestinien. Enfin, l'escalade du fanatisme sectaire dans les deux camps est la seule alternative en vue, à moins qu'un accord ne soit trouvé dans les prochaines années.

The New York Times, reproduit dans *International Herald Tribune*, 6 décembre 1984

LES REVENDICATIONS DES PALESTINIENS D'ISRAËL

Ecrasés par le système israélien, les Palestiniens qui vivent à l'intérieur des frontières israéliennes de 1948 sont longtemps demeurés quasi silencieux. Et pourtant ils sont loin d'être intégrés à la société israélienne qui du reste leur réserve un traitement de « citoyens de deuxième catégorie ». A l'instar de leurs frères des territoires occupés et de ceux de l'exil, les « Arabes d'Israël », comme on les appelle, revendiquent leur identité palestinienne. Ils partagent les aspirations du mouvement national palestinien et seraient en faveur, selon l'hebdomadaire américain Newsweek, d'une reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP.

Nous reproduisons ci-dessous une enquête sur les revendications des Palestiniens d'Israël, réalisée par Bill Hewitt et Milan J. Kubic et publiée par l'hebdomadaire américain Newsweek.

C'est un mouvement plutôt discret en comparaison avec d'autres. Il ne présente aucun signe d'insurrection ouverte ; on ne peut même pas mentionner une quelconque manifestation de violence. Cependant, la population arabe d'Israël, longtemps silencieuse et délaissée, commence à s'exprimer. Avec un courage inconcevable il y a quelques années seulement, les Arabes d'Israël réclament une participation plus importante dans les décisions politiques et une plus large part du gâteau économique. Après des années d'hésitation et de prudence, ils expriment tout haut leur appui à la cause de tous les Palestiniens.

Mis à part leur identité nationale, les Arabes d'Israël, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza et dans l'exil partagent le même désir d'un Etat palestinien indépendant qui serait établi aux côtés de celui d'Israël. Mais certains dirigeants arabes d'Israël, qui appartiennent à la génération qui a poursuivi ses études dans les universités du pays, ont pour objectif principal de faire admettre leurs concitoyens comme membres à part entière de la société israélienne. « *Nous sommes en train de redéfinir notre identité en tant que citoyens israéliens et nationaux palestiniens*, dit Sami Mari de l'université de Haïfa. *Nous savons que nous pouvons rivaliser avec les juifs.* » Leur revendication pour la reconnaissance risque de devenir plus bruyante à l'avenir : le nombre des Arabes d'Israël s'élève aujourd'hui à près de cinq cent vingt-cinq mille, c'est-à-dire environ 15 % de la population. Vers la fin du siècle, un Israélien sur cinq sera d'origine arabe.

Certains dirigeants juifs ont commencé à prendre note des doléances arabes. Trois mois avant d'être élu Premier ministre, en juillet dernier, Shimon Pérès a demandé la réalisation d'une étude sérieuse sur la condition des citoyens arabes d'Israël. Ezer Weizman, ministre sans portefeuille (aussi populaire que controversé), a récemment proposé l'adoption de réformes radicales qui aboliraient la tutelle israélienne paternaliste exercée sur la population palestinienne et accorderaient aux habitants la citoyenneté de premier rang. Dans le même

temps, les Arabes affrontent une hostilité croissante de la part de groupes juifs de droite opposés à tout changement du rapport ethnique des forces en Israël.

Les élections de l'année dernière ont fait ressortir la détermination des activistes arabes à modifier les règles politiques. Pour la première fois, un parti à direction arabe — la Liste progressiste pour la paix (LPP) — fut autorisé à prendre part à une campagne nationale. Le comité israélien des élections tenta d'interdire cette participation en invoquant les « *activités subversives* » de l'un des dirigeants de la LPP. La Cour Suprême a autorisé toutefois la LPP à participer au scrutin. La LPP obtint 18 % des votes arabes, pourcentage suffisant pour élire deux membres à la Knesset.

L'apparition inattendue de la LPP n'était que le prélude à une manifestation encore plus surprenante de la détermination arabe. Il y a deux mois, un membre arabe de la Knesset, Abd al-Wahab Darawsheh, se rendit à Chypre et annonça son intention de prononcer une allocution devant le CNP, réuni à Amman, pour tenter de promouvoir la paix entre Israël et l'OLP. De nombreux Israéliens considèrent ce projet comme une abrogation *de facto* de la politique du pays qui consiste depuis vingt ans à refuser tout contact officiel avec l'OLP.

Finalement, le gouvernement jordanien refusa d'accorder un visa à Darawsheh mettant ainsi fin à ses tentatives de diplomatie libre. Cela ne l'empêcha pas de devenir subitement une sorte de héros populaire pour les Arabes d'Israël et les juifs de gauche. Selon Shmuel Toledano, ancien conseiller pour les affaires arabes de trois Premiers ministres israéliens, « *Darawsheh est un citoyen israélien qui ne craint pas de défier ouvertement son gouvernement juif, et un Palestinien nationaliste tout aussi prêt à remettre en question la politique arabe* ». « *Seul un homme ayant des racines dans les deux camps pourra établir un pont entre les deux.* » Lorsqu'un jour un bus chargé d'Israéliens de droite se rendit au village de Darawsheh en Galilée pour protester contre ses actions, il y rencontra dix-mille sympathisants arabes et juifs de

gauche qui avaient organisé une contre-manifestation. « *Jusqu'à présent, nous ne pouvions jamais agir seuls parce que la machine du parti ne le permettait pas,* » affirma Darawsheh, après cet incident ; « *dorénavant, nous refuserons la passivité et l'anonymat.* »

Il en sera peut-être effectivement ainsi, mais les Arabes d'Israël ont encore un long chemin à parcourir avant de se retrouver sur pied d'égalité avec la population juive du pays. Cet Etat aux lois et aux pratiques discriminatoires a longtemps relégué de nombreux Arabes dans des professions modestes et sous-payées. C'est ainsi que, par exemple, sur les 1.839 officiels de haut rang cités dans le dernier annuaire du gouvernement israélien, 16 seulement sont Arabes. La raison principale de ce déséquilibre est l'exclusion des Arabes du service militaire. Pour des raisons de sécurité, l'armée israélienne ne recrute pas de musulmans ni de chrétiens. En contrepartie, les Arabes refusent de se porter volontaires pour des tâches militaires. « *Nous ne pouvons servir dans une armée qui combat nos frères* », dit Darawsheh. C'est pourquoi les Arabes sont privés des prêts, des promotions et des privilèges d'emploi qui ont stimulé les carrières et les niveaux de vie des innombrables juifs ayant accompli leur service militaire. Les préjugés institutionnels dont sont victimes les Arabes ne s'arrêtent pas là : les municipalités arabes ne reçoivent que la moitié des fonds gouvernementaux alloués, par habitant, aux municipalités juives voisines.

Tout espoir n'est pourtant pas perdu pour les Arabes d'Israël. Leurs possibilités éducationnelles se sont considérablement développées. Près de quatre mille Arabes sont inscrits actuellement dans les collèges, soit le double du nombre des Arabes diplômés des universités étrangères et juives durant les vingt-neuf dernières années. L'accès plus facile à l'éducation a permis l'émergence d'une petite classe de professionnels arabes. C'est ainsi, par exemple, qu'à la création de l'Etat d'Israël en 1948, il n'y avait que trois avocats arabes à Nazareth ; il y en a trente-six aujourd'hui. Durant la même période, le nombre des

médecins arabes de la ville est passé de deux à plus de cinquante.

Bien que modestes, ces acquis inquiètent certains Israéliens, qui considèrent la population arabe comme une cinquième colonne potentiellement menaçante. Ces craintes sont à l'origine de l'audience rencontrée par un parti ouvertement raciste, le Kach, dirigé par le rabbin Meir Kahana. Ce même Kahana avait réclamé des peines de cinquante années de prison pour les non-juifs ayant eu des rapports sexuels avec des citoyens juifs. Ses diatribes enflammées ont provoqué des émeutes dans des villes arabes ; il a même essayé d'ouvrir un « bureau d'émigration » pour encourager les Arabes à quitter le pays. Même s'ils rejettent le fanatisme de Kahana, de nombreux juifs partagent sa crainte de voir se développer un pouvoir palestinien à l'intérieur des frontières israéliennes. « *Les Arabes d'Israël sont des enthousiastes de l'OLP* », accuse le député Amnon Linn. *Ils espèrent créer un Etat palestinien sur les ruines d'Israël.* »

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que certains dirigeants arabes nourrissent des pensées séparatistes. Toutes les données disponibles portent toutefois à croire que les Palestiniens du pays se considèrent comme des Israéliens loyaux. Leur identification avec l'Etat juif est naturellement plus à inscrire sur le compte d'un simple pragmatisme que d'un patriotisme simpliste : ils sont conscients que l'intégration dans la mesure du possible à la majorité juive du pays constitue le seul moyen à leur disposition pour améliorer leur sort économique. Une récente enquête conduite par le sociologue Sammy Smoocha de l'université de Haïfa a montré que 66 % de tous les Arabes d'Israël voudraient que le gouvernement de Jérusalem reconnaisse l'OLP, mais que 88 % d'entre eux souhaiteraient que ce soit l'OLP qui reconnaisse Israël.

Le gouvernement israélien examine actuellement un projet de « service national » qui remplacerait le service militaire pour les jeunes Arabes. Les participants apprendraient aux adultes à lire, conseilleraient les écoliers et contribueraient à

l'amélioration des services sanitaires et sociaux. Par ailleurs, les écoles israéliennes ont récemment adopté un programme destiné aux étudiants juifs : intitulé « Vivre ensemble » ; il comprend l'étude de la culture et de l'histoire arabes pour surmonter les préjugés. Cependant, les dirigeants arabes et israéliens conviennent que les changements fondamentaux ne se feront pas facilement. Avec un peu de chance, cependant, l'instauration de meilleures relations entre Arabes et juifs d'Israël pourrait servir de précédent utile — sinon de modèle — pour une réconciliation dans la région.

Newsweek, 21 janvier 1985

UN PARFUM DE PARADIS

Le chef de l'OLP Yasser Arafat s'explique sur la démocratie qui anime l'action politique palestinienne. Il évoque également certaines périodes vécues lors du siège israélien du secteur musulman de Beyrouth, en août 1982. Le dirigeant palestinien fait part aussi de ses moments de doute un soir d'août, alors que l'état israélien s'était refermé autour de la capitale libanaise. Croyant sa fin et celle des siens imminentes, le chef de la centrale palestinienne avait alors formulé en ces termes son dernier ordre militaire : « Un parfum de paradis ». Ces paroles revêtaient alors une double signification : d'une part, le chef de l'OLP affirmait qu'il était prêt à mourir et d'autre part il estimait que la mort était proche.

Nous reproduisons ci-dessous des passages de cet entretien extrait du livre d'Alan Hart, Arafat : Terrorist or Peacemaker, Londres, Sidgwick and Jackson, 1984 et reproduits dans le quotidien britannique The Guardian.

« La démocratie n'est pas qu'un slogan politique. Il s'agit également d'un style de vie. Un peuple en démocratie doit être libre d'exprimer ses opinions et ses souhaits — et c'est la raison pour laquelle j'ai toujours

insisté pour que tous les groupes et fronts de libération soient représentés au sein de l'OLP. J'ai toujours cru que cette liberté était essentielle à notre lutte. J'ai, moi aussi, un slogan : *Seuls les hommes libres combattent*. Laissez-moi vous expliquer ce que j'entends par là.

J'ai toujours su que notre lutte était de longue haleine, qu'elle devrait se poursuivre pendant de nombreuses années, peut-être même au-delà de ma génération. Je savais également que nous allions être agressés par les Israéliens et que nous aurions à nous défendre une fois que nous aurions prouvé que la question palestinienne ne pouvait être occultée. Et c'est là où mon slogan prend toute son importance.

Pensez-vous que mon peuple aurait combattu aussi longtemps et supporté tant de malheurs et de souffrances simplement parce que, le doigt sur la gâchette, je lui intimais l'ordre de continuer ? Bien sûr que non. Notre résistance persiste parce que telle est la libre volonté de notre peuple.

Pour être franc, nous ne devons pas notre survie à nos fusils car le combat est des plus inégaux. L'affaire se serait-elle limitée à une question de fusils et de technologie militaire que nous serions vaincus depuis longtemps. Israël est la superpuissance de la région et nous lui résistons en fait avec des arcs et des flèches. Nous avons survécu grâce à notre démocratie.

Pour quelle raison un Arabe moyen offrirait-il sa vie à un régime dictatorial — le sien — qui ne se soucie absolument pas de son sort ? C'est la leçon que les régimes arabes auraient dû tirer de la guerre de 1967. Donc, je le répète, nous avons survécu par notre démocratie.

Une délégation de dirigeants et de personnalités représentant toute la communauté musulmane est venue me rendre visite [à Beyrouth]. Ils venaient me supplier d'abandonner la lutte, parce que, disaient-ils, la situation de l'OLP était désespérée et qu'il ne servirait à rien d'augmenter le nombre des victimes.

Ils me demandaient : « *Pourquoi poursuivez-vous la lutte ? Les Etats arabes ne*